

Bouffée d'Air

Le bulletin de l'association
Environnement et Développement Alternatif



Anita Villers
présidente



n°132
Mars 2014

2014 mobilisons – agissons

Le lien local/global mis en lumière lors du Sommet de la terre à Rio en 1992 semblait évident, incontournable pour devenir source de progrès pour tous. 20 ans plus tard la course aux « restes » de ressources non renouvelables prédomine, la solidarité est mise à mal puisque les inégalités augmentent et le rythme des alertes liées au dérèglement climatique s'accélère.

Des décisions qui nous paraissent déterminantes sont reportées, parfois, pour cause de période électorale, mais aussi pour hésitations liées aux autorisations à accorder ou pas. Nous pensons notamment aux nécessaires modifications du code minier ou aux mesures à prendre pour éviter des dérives agro-industrielles : par exemple le cas emblématique de la ferme dite des 1000 vaches, lesquelles seraient élevées non pas prioritairement pour la viande ni le lait mais pour produire du méthane !

Ce premier semestre 2014 sera une période d'élections : municipales puis européennes, et chacun d'entre nous pourra s'exprimer lors de ce moment important de la vie démocratique. Mais n'est-il pas temps également, parallèlement à l'indispensable démocratie représentative, de renforcer le rôle de la démocratie participative ? Notre démarche consiste à concrétiser la volonté latente de beaucoup d'entre nous de s'investir et d'agir mais sans trop savoir comment démarrer. Nous ne faisons que mettre en œuvre les principes de la convention d'Aarhus, à savoir diffuser de manière transparente les informations pour favoriser des prises de décisions en toute connaissance de cause. Face aux appétits de l'Organisation Mondiale du Commerce nous nous devons aussi d'alerter à propos des menaces irréversibles pour les droits fondamentaux des européens car un projet de Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement est en cours de préparation.

Les sujets d'actualité au sein de notre Région nous incitent à mobiliser nos réseaux proches : appétits d'exploration profonde dans le bassin minier par Gazonor, autorisations d'élevages industriels, vieillissement de la centrale de Gravelines... Autant de thèmes qui concernent aussi le niveau national car il s'agit de choix énergétiques, d'orientations économiques, de projets d'infrastructures...

Avec sur notre territoire la plus grande centrale nucléaire d'Europe, nous avons aussi à nous exprimer sur la gestion des tonnes de déchets radioactifs déjà produits mais sans solution de stockage acceptable jusqu'à présent. Nous refusons que la France continue à en produire, et en laisse la responsabilité aux générations futures. Après le prétendu débat sur le projet Cigéo (voir BA n° 131), un débat national ne cachant aucun enjeu ni aucune piste de solution est plus que jamais indispensable.

Nous avons déjà évoqué les actions positives menées par les mouvements nés des forums sociaux mondiaux. Notre SOUHAIT 2014 est de mobiliser pour agir localement mais aussi de réagir avec vigueur aux maléfices du marché mondial. Vous, adhérents, sympathisants, êtes les premiers invités à nous rejoindre pour proposer les alternatives concrètes à élaborer ensemble lors de prochains débats.

EDITO

SOMMAIRE

p 3 : Débats publics : quelques obstacles à la participation

p 3 : Décrypter les dossiers

p 4 : Dénoncer les simulâcres de concertation

p 5 : Optimiser les potentialités des réseaux associatifs

p 6 : Quels partenaires et pour quelles actions ?

Au niveau local
Nos temps forts

p 9 : Projets 2014 : les actions à mener ne manquent pas

Stop TAFTA !

Agenda



La Convention d'Aarhus, ratifiée par la France en 2002, consacre trois droits fondamentaux pour les citoyens et les associations qui les représentent : l'accès à l'information, la participation aux processus décisionnels, l'accès à la justice. En matière d'environnement, elle est réputée fonder la participation citoyenne grâce à différents dispositifs tels que le débat public ou les enquêtes

publiques. EDA s'efforce d'utiliser ces possibilités légales, pour obtenir des informations et faire entendre notre avis. Le retour sur expérience montre un certain nombre de difficultés auxquelles se heurtent les citoyens désireux de participer.

Décrypter les dossiers

Grâce aux technologies nouvelles, nous pouvons nous démultiplier, suivre et échanger sur différents thèmes en parallèle en quelques clics. Par contre trop d'informations peuvent nuire à une compréhension claire des enjeux. Il faut donc être nombreux pour aborder les différents sujets pour lesquels une veille citoyenne s'avère déterminante et organiser des rencontres à partir d'exemples concrets à décrypter, analyser et proposer des alternatives co-construites. Au-delà de ces objectifs, les pièges à éviter sont nombreux !

La sémantique a une importance primordiale. Donner le même sens aux mots, aux interprétations de textes, faire en sorte que l'on parle bien de la même chose est un préalable indispensable pour éclaircir loyalement les termes d'un débat. Les

cabinets spécialisés dans la rédaction des documents d'enquêtes publiques utilisent des procédés habiles pour diluer au sein de gros dossiers les éléments cruciaux : il faut une certaine pratique pour les retrouver et poser les questions appropriées.

Au delà de la sémantique règnent aussi les non-dits insidieux voulus par les lobbies pour occulter, ralentir la circulation d'informations capitales limitant de ce fait les réactions d'opposants aguerris prompts à mobiliser les réseaux citoyens. C'est le cas notamment du projet de Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI), encore appelé TAFTA (Transatlantic Free Trade Area) nous y revenons page 7.

Les imprécisions voulues dans les dossiers d'enquête publique : celles concernant le renouvellement des autorisations accordées à **l'entreprise Gazonor** illustrent parfaitement le propos. En apparence, une simple demande d'autorisation de poursuivre l'exploitation du gaz de mine, ce en quoi tout le monde est d'accord, mais les textes marient habilement les termes *gaz de mine*, *gaz de couche* sans jamais évoquer le terme **gaz de schistes** qui bien sûr alerterait davantage ! A cela s'ajoute un exposé sur les progrès des techniques : il est question de dépressuriser le sous-sol pour éviter tout recours à la fracturation



hydraulique. Le tout baigne dans un habile mélange des termes exploitation/exploration pas toujours repérable dans un contexte aussi banal que celui d'une simple demande de prolongation de contrats d'exploitation mais aux conséquences très différentes pour la suite s'il ouvre en même temps la perspective d'explorations profondes.

L'ambiguïté des termes « débats publics » est aussi à dénoncer : il ne s'agit pas d'un réel débat mais d'un dispositif qui donne l'illusion d'un pouvoir de décision sur un dossier important alors qu'en fait l'essentiel est déjà décidé, et que le public est cantonné dans des choix annexes.

C'est le cas en ce moment pour le **dossier CIGEO** concernant l'enfouissement des déchets nucléaires. Dès mai 2013 nous avons rédigé un cahier d'acteurs pour exprimer notre appréciation sur ce prétendu débat (voir site eda).

Il en est de même pour le projet

Ligne Très Haute Tension 400.000 volts

Avelin-Gavrelle pour lequel nous nous sommes également exprimés via un cahier d'acteurs en 2011 (voir site). Nous suivons aujourd'hui encore les évolutions de ce dossier en lien avec les réseaux associatifs qui militent aux côtés des élus et habitants des communes concernées. Malgré une large opposition au projet, l'opérateur poursuit les étapes des procédures légales sans du tout remettre en question le projet lui même mais en jouant « démocratiquement » sur l'esthétique des poteaux ou l'opportunité de deux tracés possibles.

Nous reproduisons ici quelques extraits du discours d'Eric Momont, maire de Mons en Pévèle lors des vœux 2014 :

" La concertation, c'est l'action, pour plusieurs personnes, de s'accorder en vue d'un projet commun qui n'a de sens que s'il prend en compte les risques liés à la santé de nos concitoyens, la défense de leur patrimoine, de notre environnement et de notre cadre de vie... Si la concertation se résume à remplacer le mot préjudice patrimonial par préjudice visuel, je pense qu'on s'éloigne de l'action qui consiste à s'accorder en vue d'un projet commun... Au stade actuel des connaissances scientifiques sur les dangers des ondes électromagnétiques, le principe de précaution doit encore prévaloir... RTE persiste à maintenir son engagement initial : aucune habitation en surplomb c'est à dire à moins de 35 mètres. Pourquoi cette obstination ? Si on appliquait le principe de précaution des 70 mètres à notre commune, aucune ligne ne pourrait passer par les fuseaux pressentis. Ce qui prouve bien que l'intérêt économique prévaut sur l'intérêt des populations. C'est totalement inadmissible... C'est pourquoi je dénonce ce simulacre de concertation et je demanderai au conseil municipal lors de sa prochaine réunion de s'opposer à un projet qui est contraire aux intérêts de notre village et de sa population."

Eric Momont, maire de Mons en Pévèle

Débats publics ou enquêtes publiques se réduisent trop souvent en effet à de simples «simulacres de concertation» extrêmement décevants pour ceux qui souhaitent s'impliquer. Très dispendieux pour les deniers publics (1 367 000 euros pour le débat Cigéo), ils génèrent beaucoup d'amertume, un désintérêt manifeste ou de la violence verbale envers les représentants des diverses commissions.

C'est notamment le cas pour le débat concernant le projet CIGEO qui n'a pas pu se tenir sous forme de réunions publiques. Le rejet par certaines personnes et associations a été radical car le projet a bien été identifié

comme lourd de conséquences irréversibles à très long terme. Et pour les habitants qui en découvriraient la complexité, le faible temps imparti pour s'approprier le dossier est apparu non seulement comme dérisoire, mais comme une pratique irrespectueuse. Mais surtout, ceux qui voulaient exprimer des critiques de fond, comme la démocratie leur en donne le droit, se sont bien rendu compte que la décision avait déjà été prise sans leur avis.

Optimiser les potentialités des réseaux associatifs

Se connaître, pouvoir compter sur les uns ou les autres plus spécialisés sur telle ou telle thématique amplifie la pertinence des arguments à avancer et donne un sens positif à la vigilance citoyenne. Elle n'a pas vocation à s'opposer systématiquement mais bien à éclairer et élargir le champ des possibles. L'action en « collectifs » ou en réseaux est de notre point de vue un moyen essentiel pour y travailler.

A propos de **Gazonor**, (voir page 3) : la veille citoyenne a permis de mobiliser un ensemble d'associations pour réagir avant la clôture des registres de l'enquête publique. Associations et élus locaux alertés se sont penchés avec davantage d'acuité sur un dossier en apparence banal de renouvellement de concession. Le recours à des documents de l'INERIS (Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques) et du BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières) a permis de mieux comprendre la situation : ces organismes avaient en effet évoqué, au sein de rapports récents, les risques liés à des sondages profonds. Or le dossier

Gazonor prévoit une exploration à une profondeur de 1500 mètres, alors que le bassin minier Nord-Pas de Calais n'a pas été exploité au delà de 1000 mètres : il y avait donc une tentative d'amalgamer deux objectifs différents !

Les maires des communes concernées ont émis un **avis favorable** pour la prolongation de l'exploitation par Gazonor du gaz de mine.

Certains ont formulé un **refus catégorique** pour des explorations en vue d'une potentielle extraction de gaz de couche dans des zones non exploitées du bassin minier, mais d'autres ont signé des autorisations tout comme les maires de communes du bassin minier lorrain.

Les arguments des opérateurs pour explorer « proprement » grâce à de nouvelles technologies commencent à influencer certains décideurs politiques. La menace se précise, s'amplifie. Méfiance et surtout vigilance doivent rapidement être renforcées via les réseaux locaux et nationaux. A suivre de près.

Quels partenaires et pour quelles actions ?



Nos premiers liens se trouvent au sein de la **MRES, Maison régionale de l'Environnement et des Solidarités**, adresse officielle de notre siège social : 23 rue Gosselet 59000 Lille.

La MRES est riche des adhésions d'une centaine d'associations aux objectifs les plus

divers dans le domaine de l'environnement, la citoyenneté et la solidarité : un vaste réseau qui nous permet d'amplifier des actions inter-associatives sur des thèmes liés à l'actualité locale mais aussi mondiale pour leur donner d'avantage d'impact mres-asso.org

La MRES communique via les réseaux sociaux et publie régulièrement de nombreux articles sur des thèmes très divers dans son journal de liaison « 23 » tel celui-ci (automne 2012) :



La solidarité : une affaire humaine

« ... A l'heure de la mondialisation, peut on se contenter de développer durablement son "Chez soi" ?... Tout se croise, s'imbrique, tout est interdépendant. Nombre d'associations du réseau MRES l'ont bien compris : elles sont profondément convaincues que le fait de contribuer concrètement au développement des pays les plus pauvres a des répercussions positives sur les habitants, de nos régions, impliqués dans ces actions... Agir ici, agir ailleurs ensemble pour le bien être commun et le développement pour tous est bien l'enjeu principal, à charge pour chacun de nous de se sentir concerné... »

Hélène Chanson, Vice Présidente MRES et Colette Detré, Touscan

La MRES, « notre maison », puisque nous y avons un local que nous partageons avec deux autres associations.

L'une d'elles, **Virage Énergie** a réalisé en 2008 une étude intitulée « *Énergies d'avenir en Nord-Pas de Calais* », qui démontre comment il est possible de diviser par 4 nos émissions de CO₂ sans renouveler les réacteurs nucléaires de Gravelines. Nous avons suivi ces travaux. L'association a ensuite mené une réflexion sur les modes de vie et les comportements moins

consommateurs d'énergie, et en septembre 2013, elle a publié « *Scénarios de sobriété énergétique et transformations sociétales* » www.virage-energie-npdc.org.

"Il est possible de diviser nos émissions de CO₂ par 4"

Nos méthodes d'intervention sont différentes mais nous mettons à profit nos complémentarités pour amplifier nos actions respectives.

Quels partenaires et pour quelles actions ?

Depuis 2004 EDA est membre du Réseau « **Sortir du Nucléaire** », et nous avons participé à ses actions : campagnes d'information, plusieurs manifestations à Lille, Dunkerque, Strasbourg, Cherbourg, Paris, Colmar, etc. L'assemblée Générale 2014 (nous y étions) a décidé de poursuivre la campagne « *De la mine aux déchets : tous concernés* », d'amplifier la lutte à Bure (projet Cigéo), d'agir contre le nucléaire militaire, et pour l'arrêt des réacteurs de plus de 30 ans.



gestion des déchets. C'est sur ce thème qu'ont porté les travaux 2013, du fait de la tenue du débat public CIGEO. (www.ancli.fr)

Pour répondre à la mission qui lui a été assignée par la loi relative à la Transparence et à la Sécurité en matière Nucléaire (juin 2006), l'ANCCLI s'est astreinte à mettre à la disposition des membres des Cli des informations plurielles en toute objectivité : les déchets existent, il faut s'en préoccuper et la société civile doit aussi jouer son rôle de vigilance citoyenne auprès des experts. Cela s'est traduit par la rédaction d'un cahier d'acteurs mais surtout d'un Livre Blanc « Déchets radioactifs : éléments de débat sur le projet Cigeo ».

En rédigeant notre cahier d'acteurs en toute indépendance, nous pouvions aller au delà de la mission de l'ANCCLI, « Partie prenante sans parti pris ».

Notre statut est différent bien sûr mais notre participation à ces travaux nous a donné accès à des informations utiles pour notre réflexion. (.../...)

L' ANCCLI, Association Nationale des Commissions et Comités locaux d'Information : créée en décembre 2000 pour fédérer l'ensemble des Commissions Locales d'Informations – CLI – décidées par la circulaire Mauroy en 1981 pour être associées à chaque Installation Nucléaire de Base. Chaque CLI est composée d'élus, associations, syndicats, experts et bien sûr de techniciens et de responsables de l'installation concernée.

Ses objectifs : reconnaître la pluralité des points de vue, valoriser la richesse des propositions formulées, impliquer les différents acteurs, être leur porte-parole auprès des instances nationales.

Pour ce faire, l'information est indispensable : elle se transmet via internet, des séminaires, rencontres, réunions mais surtout au sein de groupes de travail. EDA est membre de deux d'entre deux : l'un concerne la gestion d'une situation post-accidentelle nucléaire, l'autre la

Quels partenaires et pour quelles actions ?

(.../...) Nous nous sommes aussi « nourris » des documents préparés par **Monique Sené**, militante infatigable, qu'il s'agisse de l'imposant inventaire de familles de déchets ou des nombreux articles de la Gazette, journal trimestriel qu'elle rédige depuis 37 ans.

Physicienne émérite du nucléaire, présidente du GSIEN, Groupement de Scientifiques pour l'Information sur l'Énergie Nucléaire, Monique Sené participe sans relâche aux inspections

régulières de l'ensemble des réacteurs nucléaires français. Ses avis et observations sont très précieux. Elle a la mémoire de tous les incidents, inspections, modifications de règlements... Nous avons beaucoup appris à ses côtés car elle a le génie d'expliquer clairement les faits en toute connaissance de cause : sa pertinence est unanimement reconnue et respectée...

Au niveau local



Nous avons milité plus de dix ans pour qu'un pôle de recherche puisse voir le jour à Halluin à proximité d'un ancien incinérateur. **L'association Halluin3R** a été créée en 2007. La ténacité de la chargée de mission et une collaboration permanente de notre part ont finalement permis la mise en œuvre d'un projet ambitieux. Il consiste à utiliser les potentielles capacités de la biodiversité locale (champignons microscopiques) pour tenter de dépolluer les sols contaminés par des dioxines provenant de l'incinération de déchets ménagers pendant près de trente ans sans filtres adaptés.

Une première phase de recherche a donné

des résultats encourageants mais les difficultés financières récurrentes du fait des délais de versement des subventions obtenues compliquent le déroulement des phases suivantes.

En 2011, répondant à l'appel à projets de la Région Nord-Pas de Calais pour l'écocitoyenneté tout au long de la vie, nous avons fait reconnaître un ensemble d'actions intitulé " *L'eau, un luxe ?* " sur l'information et l'engagement des personnes en difficultés pour l'accès à l'eau. Cette initiative se poursuit encore aujourd'hui au sein du **Collectif Eau Équitable de Lille** regroupant l'Institut Lillois d'Éducation Permanente, les associations Magdala, Verlin vers l'Autre et EDA. Les actions menées en 2013 ont été soutenues financièrement par la Ville de Lille.

Nos temps forts

Nous avons organisé deux événements importants, en rapport avec nos implications au sein des commissions nationales ANCCLI mais aussi Autorité de Sûreté Nucléaire et Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire :

- **Colloque** : *la préparation au post-accidentel nucléaire* à Lille le 4 décembre 2009

« *sortir du silence, entrer dans la transparence et le dialogue* » pour mettre en avant la nécessité que tous les acteurs d'un territoire soient largement informés en amont d'un potentiel accident pour tenter d'envisager les comportements à adapter à un territoire sans doute contaminé à long terme. Les actes sont sur le site d'EDA.



- **Rencontre Radioprotection dans le domaine médical** : professionnels, usagers, TOUS CONCERNES à Lille le 11 février 2013. Programme et résumés des présentations des intervenants sont également sur le site.

Quels partenaires et pour quelles actions ?

Soutiens - Luites

Nous sommes très attentifs aux **menaces permanentes des lobbies agricoles sur les semences** produites par les petits paysans là où il se trouvent sur la Planète : nous signons les pétitions et relayons les informations sur les actions des mouvements internationaux.

C'est le cas aussi pour les multiples tentatives d'introduire **les OGM** dans les espaces agricoles, pratiques qui perturbent la montée en puissance d'une agriculture biologique indispensable au maintien d'une agriculture paysanne, et de plus en plus prisée par les consommateurs.



« Libérez le poivron ! » Résistance européenne contre les brevets Syngenta

Nous avons dénoncé avec ferveur l'aberration du **projet d'implantation d'un élevage de 1000 vaches** en Picardie pour produire du méthane.

Les nombreux tollés orchestrés par la Confédération Paysanne et Novissen ont conduit le préfet de la Somme à ordonner l'arrêt des travaux et la destruction des bâtiments illégaux mais le problème de la production de méthane est toujours d'actualité.



Enfin nous militons aussi pour la suppression pure et simple du **projet de construction d'un nouvel aéroport à 30Km de Nantes** en pleine zone humide remarquable à Notre Dame des Landes.

Projets 2014 : les actions à mener ne manquent pas

Stop TAFTA !

Après l'AMI (Accord Multilatéral sur l'Investissement), abandonné en 1998 grâce à la mobilisation des peuples, l'AGCS (Accord Général pour le Commerce des Services), lui aussi mis en échec en 2004 par un très large collectif multipliant les « zones hors AGCS » (voir Bouffée d'Air n° 75), voici le nouvel avatar!

Il s'appelle **Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement (PTCI)**, ou encore **TAFTA (Transatlantic Free Trade Area)**.

Son objectif est d'instaurer un vaste marché de libre-échange entre l'Union Européenne et les États-Unis. Ajouté au Trans-Pacific Partnership, accord de libéralisation totale du commerce entre USA et Asie, en cours d'adoption dans 12 pays, il assurerait aux multinationales une maîtrise totale du marché mondial, en réduisant tous « les obstacles réglementaires », autrement dit les règles sociales, économiques, sanitaires, culturelles et environnementales, aussi bien en Europe qu'aux États-Unis. Bonjour aux OGM, viandes aux hormones, poulets chlorés, exploitation des gaz de schiste...

(.../...) Adieu préférence locale dans les marchés publics, protection des droits sociaux, certaines régulations de la finance aux USA... Tous les domaines d'intérêt général sont concernés. A tous les échelons du territoire les politiques publiques devraient être redéfinies. Et pour verrouiller le tout, des tribunaux spéciaux seraient créés pour régler les litiges : les multinationales pourraient poursuivre un État dont la politique nuirait à leurs intérêts commerciaux !

Cet accord se négocie dans le plus grand secret, sous l'égide de la Commission Européenne, avec l'aide directe des lobbies, alors que les citoyens, les mouvements sociaux, les parlementaires européens n'ont pas accès aux étapes de la négociation.

Il faut faire vite ! L'accord doit être bouclé pour 2015, et la période des élections européennes est favorable pour informer et mobiliser. **Un collectif national s'est constitué**, un collectif régional est en cours de constitution : EDA en est membre.



La première action prévue est
une conférence-débat
avec Raoul-Marc JENNAR,
le 7 avril à Lille.

Nous serons certainement appelés à revenir
sur ce sujet.

Pour en savoir plus : <http://www.monde-diplomatique.fr/2013/11/WALLACH/49803>
<http://collectiflesengraineurs.tumblr.com/stoptafta>
<http://france.attac.org/se-mobiliser/le-grand-marche-transatlantique>

En parallèle, nous comptons exercer une veille assidue des dossiers « exploration » gaz de houille dans le Nord et aussi gaz de schistes sur l'ensemble du territoire français. Un document rédigé par plusieurs membres d'EDA à ce sujet est en ligne sur notre site et dans notre page actualité nous indiquerons les étapes, rebondissements, actions à mener.

Nous serons attentifs à la suite du projet Cigéo d'enfouissement des déchets nucléaires et nous ne dissocierez pas nos

réflexions sur ce point de nos positions sur la transition énergétique. En effet, 2014 devrait voir sortir la loi sur la transition énergétique, annoncée lors du débat national de 2013.

Nous entendons nous mobiliser largement à cette occasion. Les choix à venir concernent l'avenir des générations futures : sobriété, efficacité, énergies renouvelables, circuits courts... autant d'atouts pour limiter les dérèglements climatiques dont certains effets récents ne peuvent que renforcer nos convictions.

31 mars 2014 – 18h – à la MRES 23 rue Gosselet Lille : Assemblée générale d'EDA, rapports moral et financier, bilan 2013, projets 2014. En ce début d'année nous vous souhaitons une énergie positive pour agir à nos côtés. C'est aussi le moment de renouveler votre adhésion !

7 avril 2014 : conférence-débat avec Raoul Marc JENNAR à propos du projet Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement PTCTI ou TAFTA. A Lille, salle du Gymnase, place du Théâtre Sébastopol.